



facing PEACE PBI
Septembre 2023

pbi
making space for peace

Mexique :

La criminalisation des luttes autochtones à Puebla

Les communautés autochtones de l'État de Puebla résistent à la surexploitation des ressources naturelles et à la pollution des rivières sur leurs territoires ancestraux. Or, celles et ceux qui élèvent la voix contre les destructions environnementales par les multinationales sont systématiquement persécuté·e·s et emprisonné·e·s. Zoom sur la situation préoccupante au sein de l'organisation Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra y el Agua (FPDTA) de Santa María Zacatepec.

Le 30 juin dernier, le défenseur autochtone Alejandro Torres Chocolatl a été arrêté. La cause ? Il ose lever la voix contre les destructions environnementales occasionnées par des multinationales sur les territoires ancestraux des communautés nahuas. Communicateur social, il joue ainsi un rôle clé dans la mobilisation en animant la radio communautaire locale. Son cas s'ajoute à la liste des membres du FPDTA criminalisé·e·s et emprisonné·e·s pour leur travail légitime de défense des droits humains et de l'environnement.

Le Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra y el Agua (FPDTA) est un mouvement basé dans trois États – Morelos, Puebla et Tlaxcala. Il rassemble une vingtaine de communautés nahuas qui luttent contre les dégâts environnementaux causés par des mégaprojets de développement et pour l'autodétermination des peuples autochtones. Suite à l'assassinat du membre Samir Flores Soberanes, PBI Mexique a commencé à accompagner cette organisation en 2020. Son meurtre reste à ce jour impuni.

« CE N'EST PAS LA SÉCHERESSE, C'EST DU PILLAGE ! »

Situées au pied du volcan Popocatepetl, les communautés autochtones de Santa María Zacatepec dénoncent : « *No es sequía, es saqueo !* (Ce n'est pas la sécheresse, c'est du pillage !) ». Les ressources d'eau souterraine de la région sont exploitées par la multinationale française Danone, à travers sa filiale Bonafont. L'entreprise extrait plus d'un million de litres d'eau par jour, soit l'équivalent de la consommation journalière d'une municipalité de 18000 personnes. Selon les communautés, cette activité aurait conduit à l'assèchement de puits collectifs dans vingt municipalités alentours et compromis leurs cultures de subsistance. L'exploitation des nappes aquifères serait également à l'origine de l'effondrement soudain du sol en mai 2021, créant un gouffre béant de plus de 100 mètres de diamètre. Dans la même région, la zone industrielle Ciudad Textil, où opèrent une douzaine d'entreprises automobiles et textiles dont Volkswagen et Audi, est responsable de la pollution de la rivière Metlapanapa. Les entreprises y déversent leurs eaux usées non traitées, contaminées par des métaux lourds - plomb, arsenic et cyanure. Les communautés concernées, qui n'ont pas été consultées avant la mise en œuvre de ces projets sur leurs territoires ancestraux, se sont



Visite de peintures murales lors d'un accompagnement du FPDTA, août 2022.

organisées et ont protesté à travers la création de radios locales, de marches et d'occupations pacifiques. Grâce à leur mobilisation, en 2020, les autorités locales ont reconnu la pollution de la rivière.

LA CRIMINALISATION COMME STRATÉGIE POLITIQUE

Alors que les enquêtes sur la pollution générée par Ciudad Textil sont au point mort, les défenseurs·euses de la rivière Metlapanapa sont persécuté·e·s, menacé·e·s et emprisonné·e·s. Suite à sa participation à une manifestation publique contre les activités du parc industriel, un mandat d'arrêt menaçait le défenseur Alejandro Torres Chocolatl depuis 2019. Le 30 juin 2023, les autorités ont décidé de passer à l'acte en l'emprisonnant, avant de le relâcher le jour-même. Le 25 juillet dernier, le tribunal a finalement confirmé son innocence. La fabrication de délits pour incriminer les défenseurs·euses est récurrente.

Cet acharnement judiciaire va de concert avec des campagnes de diffamation contre les défenseurs·euses dans les médias locaux et vient alimenter – voire justifier – des actes d'intimidations, de menaces ou d'agressions physiques. Les autorités locales ne protègent pas les défenseurs·euses des droits humains, mais plutôt les intérêts des entreprises multinationales. Miguel López Vega, qui a également été emprisonné en raison de son activisme au sein du FDPTA, s'indigne de cette situation et n'a pas peur de dénoncer : « C'est une justice à deux vitesses. Les véritables criminels, ces personnes qui polluent, qui nous rendent malades et tuent nos rivières, elles, ne sont jamais inquiétées. »

L'usage abusif du système pénal à l'encontre des défenseurs·euses des droits humains et de l'environnement vise à les dissuader de réaliser leur travail, qui va souvent à l'encontre des intérêts politiques et économiques dominants. Dans un contexte marqué par la violence, la criminalisation stigmatise, isole et délégitime leur travail, les exposant alors à de plus grands risques et ouvrant la voie à des représailles pouvant être mortelles. C'est pourquoi il est urgent de reconnaître



PBI accompagne et observe un processus de consultation des communautés autochtones de Santa María Zacatepec, février 2022.

publiquement le travail légitime en faveur des droits des peuples autochtones, de l'environnement et de la liberté d'expression que réalisent les membres du FPDTA.

AUDE LORION

La criminalisation est une forme de répression qui consiste en l'utilisation abusive du système judiciaire à l'encontre d'une personne, d'un mouvement ou d'une organisation. Un·e défenseur·euse des droits humains peut ainsi se voir jugé·e et condamné·e par les autorités judiciaires pour des délits ou des crimes qui ont été fabriqués, dans le but de faire obstacle à son travail de défense des droits humains.



Accompagnement lors d'une audience de Miguel López Vega liée à la contamination de la rivière Metlapanapa par le parc industriel Ciudad Textil.



« Ma mission avec PBI a été une expérience extrêmement formatrice ! »

Entretien avec Aude Lorion, ancienne volontaire auprès de PBI Mexique

Aude Lorion (voir article pages précédentes) a rejoint PBI Mexique comme observatrice des droits humains en novembre 2021. Faisant partie des premières « brigadistas » à revenir sur le terrain après la crise sanitaire, la Française a été déployée dans l'équipe couvrant le sud du pays.

Pourquoi as-tu décidé de partir avec PBI ?

Mon parcours dans le domaine de la gestion des conflits et des droits humains a été fortement influencé par un travail de recherche académique au Brésil, où j'ai enquêté sur les violations des droits des communautés autochtones liées aux plantations de cannes à sucre et de soja. C'est vraiment là que j'ai pu être témoin des attaques à leur encontre liées à la défense de leurs terres et de l'environnement. Je me suis aussi rendue compte que la pression internationale sur les gouvernements pouvait porter ses fruits et avoir un impact alors que la situation est bloquée dans le pays. Lors d'un stage à la Section Peuples autochtones et Minorités du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) à Genève, j'ai entendu parler de

PBI comme d'une organisation très reconnue sur le terrain. C'est là que l'idée d'une mission avec PBI s'est imposée, alors que je souhaitais retourner sur le terrain. PBI offrait la possibilité d'avoir des contacts privilégiés avec les défenseurs et défenseuses des droits humains, doublée d'une dimension plus institutionnelle à travers les activités de plaidoyer. De plus, j'ai toujours admiré l'approche de PBI avec son principe de non-ingérence, crucial en travaillant avec les peuples autochtones. Je trouve extrêmement important de respecter leur propre vision et de ne pas imposer un mode de développement à l'occidentale. PBI facilite les actions des personnes défenseuses locales en leur donnant les outils et en permettant d'élargir leur espace d'action. Peu d'organisations ont cette approche.

“ Une opportunité rare de construire des rapports privilégiés et des relations de confiance avec les personnes défenseuses.

Que considères-tu comme le plus grand défi lors des accompagnements ?

Le travail de PBI repose sur une relation privilégiée et de confiance avec les personnes défenseuses ; lors d'un incident de sécurité au sein d'une organisation accompagnée, nous sommes toujours les premiers mis au courant. Toutefois, nous devons aussi faire attention à ne pas nous identifier trop fortement avec les défenseurs·euses. Cette impartialité nous permet de garder une voix forte sur le terrain. Maintenir cette posture, cet équilibre, est à la fois très formateur et délicat. Il faut pouvoir trouver le juste milieu et savoir gérer la distance adéquate.

Faites un don avec TWINT !



Scannez le code QR avec l'app TWINT



Confirmez le montant et le don



Avec un don, vous protégez les défenseuses et défenseurs des droits humains.

Merci !

Peace Brigades International Suisse

S'engager pour la paix et les droits humains

Honduras : Escalade de la violence liée au mégaprojet minier à Guapinol

À Guapinol, sur la côte caraïbe hondurienne, les violences autour du mégaprojet minier ne cessent de croître. Après l'assassinat de deux défenseurs de l'environnement au début de l'année, un autre activiste a été assassiné en juin. Tous les trois luttent en faveur de la protection de leur rivière contre la pollution causée par un important projet minier. PBI est présent sur place pour tenter de prévenir de nouvelles agressions. La ratification par le gouvernement de l'accord d'Escazú constituerait un pas important vers la protection nécessaire des défenseurs·euses de l'environnement.

L'année dernière, la justice hondurienne a finalement libéré les huit militants écologistes de Guapinol après deux ans de détention arbitraire. Mais cette année a été marquée par l'assassinat de trois défenseurs qui s'étaient engagés pour la protection des rivières et



Le militant écologiste hondurien Pedro Landa se prononce en faveur de l'accord d'Escazú.

des forêts polluées par le projet minier de l'entreprise Inversiones Los Pinares. Pour faire face à l'escalade de la violence, la présidente Xiomara Castro a renforcé la présence de l'armée dans la région. « Cela ne fera qu'augmenter les assassinats et la violence, car l'armée protège les entrepreneurs », estime Pedro Landa, défenseur de l'environnement et coordinateur de la Plataforma Internacional contra la Impunidad (PICI) au Honduras.

Pas d'apaisement en vue

Début juillet 2023, le gouvernement a ordonné la suspension des activités minières à Guapinol, et ce, jusqu'en 2025. « Ce délai nous permet désormais d'exiger de l'État que justice soit faite dans l'affaire de Guapinol : pour les huit personnes innocentes emprisonnées, les trois victimes assassinées et pour la concession minière illégale accordée par le Parlement dans une zone naturelle protégée », affirme Pedro Landa. Ce dernier craint en même temps une recrudescence de la violence, car le propriétaire de la mine, Lenir Pérez, fait pression sur les opposant·e·s au projet en recourant à des agents de sécurité privés.

Prévenir la violence

Cette situation tendue préoccupe également PBI, dont les équipes de volontaires soutiennent les défenseurs·euses de l'environnement criminalisé·e·s de Guapinol depuis 2019. En collaboration avec la Plataforma Internacional contra la Impunidad et d'autres organisations, l'objectif est de renforcer la présence internationale dans la région afin de dissuader toute nouvelle violence. Par ailleurs, les échanges avec les autorités locales et nationales, ainsi qu'avec la communauté internationale, revêtent également une grande importance pour garantir le soutien le plus large possible à une résolution pacifique du conflit.

L'accord d'Escazú et l'obligation de protéger les défenseurs·euses de l'environnement

Une large coalition nationale de plus de 50 plateformes exige du gouvernement qu'il ratifie l'accord d'Escazú, lequel oblige l'État à mettre en place des mécanismes de protection pour les défenseurs·euses de l'environnement. « Malheureusement, la volonté politique de ratifier l'accord fait actuellement défaut », estime Pedro Landa. « Les instances étatiques compétentes se sont certes toutes prononcées en faveur de ce texte, mais les entreprises s'y opposent et ont une grande influence sur le gouvernement ». La pression internationale reste par conséquent cruciale pour que le gouvernement ratifie l'accord et remplisse ses obligations en matière de respect des droits humains à Guapinol et dans l'ensemble du pays.

KATIA AEBY